

Les quatre communiqués de ETA

COMMUNIQUÉ NUMÉRO 1 DE ETA.

L'organisation révolutionnaire socialiste basque de libération nationale « Euskadi Ta Askatasuna » (ETA) revendique la responsabilité de l'attentat qui a entraîné, ce jeudi 20 décembre 1973, la mort de Luis Carrero Blanco, président de l'actuel Gouvernement espagnol.

Tout au long des luttes, en Euskadi-Sud et dans les autres territoires de l'État espagnol, la répression a clairement démontré son caractère fasciste en arrêtant, en emprisonnant, en torturant et en assassinant tous ceux qui combattent pour la liberté de leur peuple.

En un très court laps de temps, les forces fascistes criminelles au service de la grande bourgeoisie espagnole ont assassiné neuf de nos camarades (Txabi, Txapela, Xanki, Mikelon, Iharra, Txikia, Jon, Beltza et Josu), ainsi que d'autres militants et patriotes basques, pour le simple fait d'avoir défendu leurs droits les plus élémentaires.

L'opération réalisée par ETA, et qui visait l'appareil de pouvoir de l'oligarchie espagnole en la personne de Luis Carrero Blanco, doit être interprétée comme la juste riposte révolutionnaire de la classe ouvrière et de tout le peuple basque à l'assassinat de nos neuf camarades de ETA et de tous ceux qui ont œuvré et œuvrent encore à la libération définitive de l'humanité de toute espèce d'exploitation et d'oppression. Luis Carrero Blanco — un des hommes « durs » du régime, auteur d'une violente politique répressive — était la clé de voûte du système franquiste, le garant de sa continuité et de sa stabilité; il est certain qu'avec sa disparition, les tensions qui opposaient entre elles les différentes tendances associées au régime fasciste du général Franco (Opus Dei, Phalange, etc.) vont s'accroître de manière dangereuse pour le pouvoir.

C'est pourquoi nous considérons que l'action menée à bien contre le président du Gouvernement espagnol constitue sans aucun doute un grand pas en avant dans la lutte contre l'oppression nationale et pour le socialisme en Euskadi, ainsi que pour la liberté de tous les exploités et opprimés dans l'État espagnol.

Les travailleurs et le peuple entier en Euskadi, en Espagne, en Catalogne et en Galice, ainsi que tous les démocrates, révolutionnaires et antifascistes dans le monde, sont aujourd'hui débarrassés d'un ennemi de taille. La lutte continue.

En avant pour la libération nationale et pour le socialisme

GORA EUSKADI ASKATUTA!

GORA EUSKADI SOZIALISTA!¹

Euskadi Ta Askatasuna (ETA).

1. Vive Euskadi libre, vive Euskadi socialiste! (N.d.T.)

COMMUNIQUÉ NUMÉRO 2 DE ETA.

Euskadi Ta Askatasuna (ETA) réaffirme qu'elle revendique l'entière responsabilité de l'exécution de Luis Carrero Blanco.

Le commando « Txikia », qui a concrètement mené à bien cette opération, se trouve actuellement en lieu sûr, et en parfaite santé.

L'exécution de Luis Carrero Blanco constitue une juste riposte à la vague de violences que son gouvernement a infligée au peuple basque, et à laquelle neuf militants de ETA ont dû de perdre la vie.

Nous démentons catégoriquement les déclarations d'organismes ou de personnes étrangères à ETA (tels que M. Leizaola, président du Gouvernement basque¹, ou le Plénum du CE du Parti communiste d'Espagne), tendant à nier notre responsabilité dans l'exécution de Luis Carrero Blanco. Une telle attitude reflète, à notre avis, un grave défaut d'honnêteté politique, incompréhensible de la part de gens qui s'auto-proclament les leaders de l'opposition au régime franquiste.

Nous sommes fermement décidés à persévérer dans la même ligne d'action si la répression continue à s'acharner sur les travailleurs et sur le peuple d'Euskadi. Nous frapperons de nouveau le pouvoir fasciste, en choisissant les personnes, les lieux et les instants qui nous sembleront les plus propices.

GORA EUSKADI ASKATUTA!

GORA EUSKADI SOZIALISTA!

Euskadi, 22 décembre 1973

ETA

(Euskadi Ta Askatasuna)

1. Lors de la victoire des franquistes, le Gouvernement basque présidé par José Antonio Aguirre dut s'exiler. Aguirre mourut à Paris en 1956 et fut remplacé par Luis María Leizaola. Le Gouvernement basque en exil reste dominé par le Parti nationaliste basque, créé par Sabino Arana au début du siècle. (N.d.T.)

Plusieurs organes d'information européens se sont faits l'écho des déclarations d'un prétendu militant de ETA, selon lesquelles « s'ils touchent à un seul cheveu d'un réfugié, avant un mois il y aura mille morts à Madrid. Nous sommes prêts à faire sauter le métro, s'il le faut ¹ ».

Cette déclaration, prêtée à « un responsable militaire du mouvement », ne peut venir que d'un provocateur, ou de l'imagination irresponsable de quelque journaliste. Nous regrettons profondément que certains groupes qui se proclament révolutionnaires et antifascistes aient jugé bon, au moyen des organes d'information dont ils disposent, de se saisir d'une déclaration aussi absurde pour essayer de discréditer la cause du peuple basque, alors qu'ils connaissent fort bien nos fins et nos moyens.

Nous sommes des révolutionnaires basques, et non des assassins terroristes; nous savons distinguer nos amis de nos ennemis, parmi lesquels nous ne rangeons que les grands capitalistes espagnols et tout l'appareil fasciste à leur service. Dans notre lutte pour l'indépendance et le socialisme en Euskadi, nous considérons les travailleurs et tout le peuple espagnol comme nos alliés.

C'est pourquoi nous considérons que les déclarations mentionnées ci-dessus, tout comme l'attitude de ceux qui s'en font l'écho, ne peuvent que nuire à la bonne entente de tous ceux qui combattent le régime franquiste pour la liberté de leur peuple.

GORA EUSKADI ASKATUTA!

GORA EUSKADI SOZIALISTA!

Euskadi, 26 décembre 1973
ETA
(Euskadi Ta Askatasuna)

1. En français dans le texte. (N.d.T.)

Les organes d'information espagnols, au service du Gouvernement franquiste, ont entamé une nouvelle campagne de propagande à la suite de l'exécution de Carrero Blanco.

Ainsi qu'il l'a déjà fait à plusieurs reprises, l'État espagnol s'efforce d'établir une relation entre l'ensemble de notre activité révolutionnaire, qui s'exerce en Euskadi-Sud ou sur le reste du territoire espagnol, et les réfugiés basques qui bénéficient de l'asile politique en Euskadi-Nord ou dans l'État français en général.

Selon certains milieux officiels, le Gouvernement franquiste essaie d'obtenir l'extradition de plusieurs réfugiés basques, qu'il accuse d'être directement responsables de l'exécution de « l'éminence grise » du régime, cela en dépit des preuves irréfutables par lesquelles plusieurs d'entre eux ont démontré leur non-participation à l'attentat.

La possibilité d'une telle expulsion est réelle : tout le monde connaît les étroites relations qui unissent les deux États. A plusieurs occasions, déjà, Paris a cédé aux exigences répressives du Gouvernement espagnol. Aussi, et bien que ETA combatte pour la liberté du peuple basque précisément afin de lutter contre le fascisme, il est probable que Pompidou et son Gouvernement céderont aux pressions du pouvoir franquiste. Il est évidemment impossible d'affirmer catégoriquement que les extraditions demandées seront accordées, mais on peut tenir pour assuré que l'État français ne restera pas longtemps insensible aux exigences franquistes : on doit dès lors s'attendre à des expulsions de réfugiés basques soit d'Euskadi-Nord, soit de tous les départements frontaliers, soit même de l'ensemble du territoire français.

Cependant, les réfugiés n'ont aucun lien organisationnel avec ETA, qui ne déploie son activité, n'envisage la préparation et l'exécution de ses opérations, qu'en Euskadi-Sud ou dans le reste de l'État espagnol. L'administration française n'a jamais pu démontrer, à cette date, que ETA disposait de « bases » en Euskadi-Nord ou en n'importe quelle autre partie du territoire de l'État français. Nous affirmons au contraire que de telles « bases » n'existent que dans l'imagination du pouvoir dictatorial espagnol, qui par cette

manœuvre s'efforce d'une part de dissimuler la carence et l'inefficacité de ses services de sécurité, et d'autre part de pousser le Gouvernement français à prendre des mesures de représailles à l'encontre des réfugiés politiques basques.

Nous appelons tous les démocrates, antifascistes et révolutionnaires du monde entier, nous appelons l'opinion publique internationale à une mobilisation vaste et active contre les représailles qui menacent les réfugiés politiques basques.

GORA EUSKADI ASKATUTA!

GORA EUSKADI SOZIALISTA!

Euskadi, 28 décembre 1973
ETA
(Euskadi Ta Askatasuna)

Déclaration d'août

Ainsi que je l'ai annoncé dans la préface, je reproduis ici la Déclaration d'août, largement diffusée par le commando « Txikia » aussi bien en Euskadi que dans le reste de l'État espagnol.

AUX RÉVOLUTIONNAIRES, DÉMOCRATES ET ANTIFASCISTES D'EUSKADI ET DU MONDE ENTIER

1. EUSKADI EST UN PEUPLE EN LUTTE POUR SA LIBÉRATION NATIONALE ET SOCIALE.

S'il existe un problème basque, c'est qu'il existe un peuple basque, spécifique par rapport à ses voisins et qui, comme tel, a le droit de chercher des solutions spécifiques. Tout au long de son histoire, le peuple basque n'a cessé de réaffirmer sa volonté de libération nationale.

La Révolution française de 1789 et le libéralisme du XIX^e siècle espagnol ont créé deux États centralisateurs, farouches adversaires des minorités nationales; notre peuple a été coupé en deux en 1841, lorsqu'on lui a imposé la frontière artificielle de la Bidassoa. Ses lois propres, reflet juridique d'une société précapitaliste, ont disparu pour faire place à une nouvelle législation, ne reflétant rien d'autre que la dépendance vis-à-vis des intérêts des grands capitalistes espagnols et français.

L'oppression nationale basque est apparue de pair avec la pénétration du mode de production capitaliste.

La bourgeoisie a aboli l'autonomie des provinces de Benabarra, Laburdi et Zuberoa, qui constituent Euskadi-Nord; l'occupation militaire de leur pays a contraint les Basques du Nord à se soumettre au centralisme du capitalisme français montant. Euskadi-Nord, tenu à l'écart du développement

économique de ce dernier, supporte les conséquences de ce système : la planification économique de l'État français, qui ne correspond pas aux intérêts du peuple mais à ceux des capitalistes, lui a attribué le rôle de « zone verte de vacances ». Les petites exploitations agricoles n'ont aucun débouché sur le marché français; le maïs est presque devenu la culture unique et se vend à des monopoles qui ruinent les « basserritarras ¹ ». Le pays se dépeuple. Abandonné sur le plan social et économique par la bourgeoisie parisienne, Euskadi-Nord agonise lentement.

Le libéralisme bourgeois a entraîné pour Euskadi-Sud (Gipuzcoa, Bizkaia, Nafarroa, Araba), à travers les victoires militaires des guerres carlistes, puis l'abolition du système juridique de l'autonomie basque (les « Fueros »), une intégration violente aux rouages politiques, économiques, sociaux et culturels de l'État espagnol. Celui-ci a concédé au capital européen, et notamment britannique, l'exploitation du minerai de fer basque. A l'ombre de cette activité s'est développée une industrie lourde, d'abord autour de Bilbao, et ensuite dans le reste des provinces de Bizkaia et de Gipuzcoa; peu rentable du point de vue économique, affligée d'un retard technique considérable, cette industrie a été mise sur pied par ses patrons à la seule fin de réaliser un maximum de bénéfices au sein d'un marché espagnol protégé par l'État.

Ainsi s'est constituée la grande bourgeoisie basque moderne, qui s'est puissamment développée au début de ce siècle, dans les compagnies hydro-électriques, les banques et la construction navale, en s'alliant très étroitement aux grands propriétaires fonciers et aux financiers espagnols, ce qui a donné naissance au bloc oligarchique et oppresseur actuel, qui se comporte essentiellement vis-à-vis de la communauté basque comme l'ennemi déclaré de toute aspiration à la liberté nationale, aussi timide soit-elle.

L'avènement de la II^e République (1931) entraîna pour Euskadi-Sud l'obtention du Statut d'Autonomie (1936); bien qu'il ne répondit pas à toutes les aspirations nationales de notre peuple, le Statut permit au moins de rendre patente la réalité du fait basque.

La bourgeoisie a besoin, pour maintenir sa domination, d'un puissant appareil militaire et répressif, qu'elle n'hésite pas à utiliser lorsque le risque d'une révolution se fait plus menaçant; si ce risque est imminent, elle provoque la guerre civile pour établir, en cas de victoire, la plus épouvantable dictature militaire. Le soulèvement militaire du 18 juillet 1936 vit s'affronter d'une part les propriétaires fonciers, les banquiers et les industriels, appuyés par une poignée de militaires issus de l'aristocratie et par la hiérarchie catholique, et d'autre part les démocrates, antifascistes et révo-

1. Petits agriculteurs. (N.d.T.)

lutionnaires des différents peuples de l'État espagnol, dont la défaite entraîna l'établissement du régime dictatorial fasciste de Franco, au service de la grande bourgeoisie espagnole.

Le régime fasciste est profondément réactionnaire; il ne connaît d'autre forme de dialogue que la force brutale et frappe avec une violence inouïe non seulement les révolutionnaires, mais même les démocrates les plus modérés.

Aujourd'hui, le régime viole jusqu'aux libertés les plus élémentaires. Nous autres, travailleurs, n'avons pas le droit de nous associer pour nous aider mutuellement et nous défendre contre le capital, n'avons pas le droit de nous exprimer dans une presse autonome et dans des locaux indépendants; nous ne bénéficions pas du droit de grève et nous voyons châtier comme subversive toute tentative de création de syndicats ou d'organisations politiques autonomes. Dans les conflits sociaux ouverts, les syndicats officiels, la police et la Guardia Civil sont toujours du côté des patrons; la presse, la radio et la télévision, lorsqu'elles parlent des conflits, le font toujours de manière à les défigurer; il n'est pas une seule institution officielle, et presque pas un seul organisme légal, qui ne soit au service d'une politique anti-ouvrière et anti-populaire. Toute la machine de l'État n'est qu'un impressionnant appareil de répression au service de l'oligarchie.

L'attitude de la classe dominante est cohérente : sur le plan économique et social, elle traite le peuple par la répression et par le mépris de ses droits élémentaires; sur le plan de la personnalité nationale des peuples opprimés, elle a recours à une politique identique, et tout spécialement vis-à-vis du peuple basque.

Par l'interdiction expresse de parler notre langue, l'*euskara*, par les châtiements honteux infligés aux garçons et aux filles, dans les collèges et les écoles, lorsqu'ils ne s'expriment pas correctement en espagnol du fait de leur milieu d'origine majoritairement bascophone, la bourgeoisie espagnole a systématiquement combattu la langue et la culture du peuple basque. En trente ans de franquisme, la langue basque a reculé davantage que pendant la période 1778-1863, qui couvre presque un siècle.

2. ETA TENTE D'ASSUMER ET DE RÉSOUDRE LA DOUBLE PROBLÉMATIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE BASQUE.

ETA est une organisation socialiste et révolutionnaire basque de libération nationale. Nous sommes à la fois socialistes et nationalistes basques; notre objectif stratégique est la création d'un État socialiste basque dirigé par la classe ouvrière d'Euskadi, instrument de notre peuple tout entier pour

édifier une société basque sans classes. Dans un tel État, le pouvoir politique, social, économique et culturel doit être exercé pour et par le peuple basque; nous concevons par conséquent l'État socialiste basque comme une entité qui naîtra par la fédération, au niveau d'Euskadi-Nord et Sud, des comités ouvriers et des « Batzarres¹ » de village et de quartier, où nous voyons les instruments du pouvoir révolutionnaire engendrés tout au long de leur lutte par les ouvriers et par le peuple basque.

L'homme n'est pas quelque chose qui existe de façon abstraite, indépendamment des conditionnements de la réalité; au contraire, c'est un être bien concret, avec des intérêts et des problèmes bien concrets. NOUS SOMMES BASQUES, nous sommes des travailleurs de Euskadi, nous appartenons à une communauté nationale bien déterminée et qui se trouve dans une situation spécifique d'oppression nationale.

Il n'est pas possible d'oublier ou de négliger l'aspect national de notre lutte en tant que classe ouvrière basque. Notre libération ne sera effective que si elle englobe la totalité de notre réalité, que si elle inclut chacune de nos facettes sans exception, l'ensemble complexe de notre réalité humaine de Basques et de travailleurs.

Nous sommes partisans d'une culture socialiste basque, qui sera libératrice en tant que négation des cultures bourgeoises et étrangères, et qu'affirmation de la personnalité nationale de classe du prolétariat d'Euskadi.

Nous affirmons que le problème culturel du peuple basque ne sera pleinement résolu qu'avec l'euskérisation totale du peuple de Euskadi, en partant de la situation actuelle de trilinguisme et en la transformant de façon révolutionnaire afin d'atteindre l'objectif prévu. Il existe en Euskadi des travailleurs immigrés qui ne voient pas la nécessité de s'intégrer pleinement à la réalité nationale basque et auxquels nous nous devons à tout instant de faciliter une telle intégration. Quant à ceux qui choisiront légitimement de ne pas le faire, qui voudront continuer à être espagnols, galiciens ou français, il faut que tous leurs droits soient garantis, afin d'éviter la moindre discrimination ou inégalité au sein de la future société basque.

La bourgeoisie est l'ennemi principal des droits nationaux des peuples. De fait, l'oppression nationale est apparue comme un produit de la consolidation du système capitaliste; cela implique que la solution du problème national passe nécessairement par la destruction du pouvoir bourgeois. Lutte de classe et problème national forment donc une unité : notre lutte de libération se développe et s'inscrit dans une perspective révolutionnaire de classe.

1. Assemblées populaires traditionnelles, disparues en 1936 et remises en honneur par ETA dans les années soixante. (N.d.T.)

Le capitalisme est un mode de production fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme; il existe une contradiction antagoniste entre nos intérêts de prolétaires et ceux de la bourgeoisie, contradiction qui ne peut se résoudre qu'à travers un processus de révolution socialiste.

Les réformes élèvent le niveau de vie et la sécurité de la classe ouvrière, sans pour autant permettre la destruction du pouvoir de la bourgeoisie. Elles sont utiles dans la mesure où elles permettent à des millions de personnes de mener une vie moins pénible, mais elles ne sapent pas les bases du système. Nous devons extirper les racines mêmes de notre exploitation, nous devons briser un par un tous les rapports de production capitalistes. C'est pourquoi, dans notre lutte d'émancipation, nous nous battons dans le sens de l'abolition du travail salarié et de la propriété privée des moyens de production, jusqu'à l'édification d'une société sans classes.

Nous ne concevons pas une Euskadi libre pour la bourgeoisie, nous sommes décidés à nous réaliser en tant que Basques dans une société libre de toute exploitation. C'est pourquoi nous sommes partisans d'un État socialiste basque.

NOUS SOMMES POUR L'INDÉPENDANCE; nous croyons sincèrement que notre problème de travailleurs basques, de classe exploitée dans un tel contexte d'oppression et de division nationales, ne peut trouver de solution dans un cadre espagnol ou français. Certes, notre libération en tant que classe serait possible dans le cadre d'une France ou d'une Espagne socialistes. Mais, à notre avis, seule l'existence d'un pouvoir indépendant, c'est-à-dire seul un État socialiste basque, pourra garantir la solution de l'autre face du problème et notre libération en tant que membres d'une communauté nationale opprimée : Euskadi.

Naturellement, cette indépendance revêt dans son esprit un contenu socialiste : elle sera séparatiste par rapport à l'impérialisme et aux capitalismes espagnol et français; et unioniste par rapport à tous les peuples du monde et spécialement à nos voisins immédiats. Par indépendance, nous entendons la création d'un système social basque, entièrement dirigé par notre peuple, et au sein duquel le degré d'union avec les peuples voisins sera fonction de l'étape historique; nous sommes partisans de l'abolition des frontières, dès qu'auront disparu les conditions qui permettent à un homme d'en exploiter un autre, ou à un peuple d'en opprimer un autre. Nous concevons notre lutte pour l'indépendance dans le cadre de l'unité des travailleurs du monde entier et en fonction des intérêts de la révolution socialiste.

NOUS SOMMES PARTISANS DE LA LUTTE ARMÉE; ETA prétend développer une lutte armée directe contre l'appareil des États oppresseurs, en fonction des

intérêts de la classe ouvrière basque et de ceux du reste du peuple basque.

L'oligarchie n'abandonnera pas sa position et ses privilèges sans résistance; de fait, elle consacre des sommes de plus en plus importantes au maintien de l'ordre et à la création de corps répressifs hautement spécialisés et dépourvus de scrupules. Ceux qui envisagent un changement sans violence semblent oublier tout ce qu'enseigne l'expérience quotidienne : l'oligarchie n'hésite pas un instant à lancer toute la puissance de son appareil de répression sur les travailleurs et le peuple sans défense, chaque fois qu'elle considère que c'est nécessaire.

Nous concevons la lutte armée comme la forme suprême de la lutte de la classe ouvrière. Notre libération comme classe et comme peuple ne sera possible qu'à travers l'insurrection armée du prolétariat et du reste du peuple d'Euskadi, selon une tactique révolutionnaire articulée avec celle des autres peuples qui composent l'État espagnol. Et c'est précisément pour cela que nous mettons sur pied dès maintenant une organisation armée dont l'ampleur croîtra progressivement à mesure de la radicalisation des luttes du peuple basque, jusqu'à la consolidation d'un appareil militaire capable d'offrir une alternative de pouvoir révolutionnaire à l'actuel régime d'exploitation et d'oppression.

Certains, d'accord sur le papier avec la lutte armée, justifient leur pratique réactionnaire actuelle en arguant que les conditions nécessaires au développement de la lutte armée ne sont pas réunies aujourd'hui; ceux qui pensent ainsi semblent ignorer d'une part que de telles conditions révolutionnaires existent déjà (la meilleure preuve en est notre propre existence en tant que ETA), et d'autre part qu'elles ne se créent que dans la lutte elle-même.

Bien que le renforcement de l'organisation armée soit indissociable de la politisation croissante des opprimés, la généralisation de la lutte armée ne surgira que comme le fruit d'une pratique continue. Essayer de l'étendre et de l'amplifier, telle est donc la tâche impérative de tous les révolutionnaires.

Aujourd'hui, notre lutte militaire présente deux aspects : au niveau tactique, il s'agit de renforcer et de soutenir la dynamique de masse qui développent la classe ouvrière et le reste de notre peuple; au niveau stratégique, il s'agit d'assurer peu à peu les bases nécessaires à la formation d'un dispositif armé aux mains des travailleurs et des couches populaires basques, qui soit capable d'affaiblir et d'abattre le support répressif de l'oligarchie en Euskadi.

Il est clair que tout pas en avant dans la lutte armée entraîne un accroissement de la répression. Il est tout à fait possible que des groupes reculent en face d'une perspective aussi dure et aillent jusqu'à refuser de reconnaître la validité de toute stratégie militaire. Ces groupes, qui dès aujourd'hui

cherchent une justification théorique à leur impuissance révolutionnaire et, en guise d'argument, dénoncent la dynamique militaire comme « position intrinsèquement petite-bourgeoise », « aventurisme suicidaire », « stratégie tiers-mondiste » et ainsi de suite, ne se résigneront pas à reconnaître leur déchéance progressive en tant que révolutionnaires: ils durciront leurs critiques afin d'essayer de récupérer à leur profit un processus révolutionnaire (le nôtre) qui dès aujourd'hui commence à leur échapper.

3. QUELS ALLIÉS AVONS-NOUS EN TANT QUE CLASSE OUVRIÈRE BASQUE ?

La contradiction principale de notre lutte révolutionnaire est celle qui oppose les classes populaires basques, avec à leur tête le prolétariat industriel, et les bourgeoisies monopolistes espagnole et française; il existe des liens objectifs d'unité, des intérêts de classe communs (ce qui ne veut pas dire identiques), qui déterminent le caractère populaire et non purement prolétarien de la révolution en cours en Euskadi.

Dans notre situation, cette communauté d'intérêts révolutionnaires est renforcée par l'existence d'une oppression nationale commune à la classe ouvrière et au reste des classes populaires, des couches sociales révolutionnaires : Arrantzales, Nekazarri¹, employés de l'administration, petits propriétaires, petits commerçants et industriels, étudiants, intellectuels et autres salariés.

La Révolution populaire basque représente de ce fait la première phase de la construction du socialisme en Euskadi; une fois établi par cette révolution, en remplacement de la soumission actuelle aux monopoles, le pouvoir révolutionnaire populaire basque devra détruire complètement le pouvoir de l'oligarchie sur les plans économique, politique, social et culturel, et entreprendre l'édification de la société socialiste basque.

On ne peut concevoir la société future sans l'abolition des rapports politiques, économiques, sociaux et culturels oppressifs entre les hommes et les peuples; cette société se trouve en germe dans la nature socialiste des luttes actuelles. Si, aujourd'hui, la lutte révolutionnaire est menée de façon telle que certains des groupes qui y participent entretiennent avec les autres des rapports d'oppression, le triomphe de la révolution s'avérera incompatible avec l'existence de tels groupes et d'une telle politique. En particulier, une des conditions indispensables de l'internationalisme est le respect de la particularité de chaque peuple. En ce qui nous concerne, nous exigeons

1. Respectivement : pêcheurs et agriculteurs. (N.d.T.)

la reconnaissance du fait que le mouvement pour la libération du peuple basque en tant que tel, et par conséquent notre recours à une stratégie autonome, sont des réalités révolutionnaires, que tous nos alliés doivent admettre et respecter.

De notre côté, en même temps que nous exigeons le respect de notre caractère national particulier et de notre indépendance stratégique, nous autres travailleurs basques devons intensément travailler à faire comprendre aux travailleurs espagnols et français que notre lutte d'indépendance n'est pas dirigée contre eux. Nous condamnons par conséquent ceux qui préconisent l'indépendance d'une Euskadi riche et puissante, armée jusqu'aux dents, prête à exploiter la force de travail d'immigrés sans droits politiques ni syndicaux et, sur le plan international, à exploiter une Espagne sous-développée. Notre force militaire doit exclusivement servir à liquider l'oppression, en aucun cas à exploiter d'autres peuples; notre potentiel économique doit uniquement contribuer à la création d'une société où non seulement aucun homme ne pourra en exploiter un autre, mais où aucun peuple ne pourra profiter de sa richesse pour imposer à un autre un néo-colonialisme.

Il y a plus : la richesse qui existe en Euskadi est due en grande partie à la sueur de milliers de travailleurs immigrés. Si, pour les peuples espagnol et français, c'est un devoir internationaliste que de liquider toute inégalité culturelle et nationale du peuple basque, pour nous, travailleurs basques, c'est un devoir de même nature que de contribuer au développement d'une Espagne et d'une France socialistes.

Notre condamnation du chauvinisme national basque va de pair avec celle du social-impérialisme de certains groupes espagnols et français. Prétendre que la lutte pour l'indépendance nationale basque divise la classe ouvrière, c'est en réalité perpétuer un sentiment d'unité créé par la bourgeoisie. La seule unité qui existe à nos yeux est celle des travailleurs basques avec les travailleurs espagnols et français, une fois extirpée toute forme de chauvinisme, une fois comprise et soutenue par eux notre lutte de libération nationale. Nous condamnons donc comme contre-révolutionnaires toutes les positions qui tendent à masquer ou à minimiser ce problème.

Notre libération nationale et sociale en tant que classe ouvrière basque ne sera possible qu'à travers la coopération solidaire (et non la subordination) des efforts révolutionnaires de tous les opprimés et exploités à l'intérieur des États espagnol et français. Cela signifie, relativement à l'État espagnol, que les organisations antifranquistes qui veulent s'allier avec les révolutionnaires basques ne peuvent nous imposer comme condition préalable de renoncer, fût-ce de façon temporaire, à notre combat pour la réunification et l'indépendance nationales. Bien au contraire, ils doivent admettre la réalité de ce combat et sa compatibilité avec l'unité antifranquiste et

l'action révolutionnaire. C'est sur ces bases qu'il faut considérer la nécessité d'une coordination et d'un appui mutuel : les actions de masse et les grèves peuvent gagner en amplitude et en efficacité si elles éclatent simultanément et touchent la totalité du territoire de l'État.

ETA, qui pratique la lutte armée et considère l'extension de celle-ci comme un principe stratégique, est particulièrement intéressée par l'appui mutuel de tous les groupes qui développent aujourd'hui une pratique analogue ou qui le feront demain. La coordination des foyers de la lutte armée et l'extension de celle-ci pourrait alors se faire de manière solidaire et avec une efficacité accrue, en évitant les erreurs dues à l'isolement et à l'immatunité, aussi bien que la concentration des forces répressives dans une région unique.

L'unité antifranquiste doit donc se réaliser principalement à la base, dans la lutte de masse et dans la lutte armée. Nous n'oublions pas, cependant, les différentes solutions de remplacement par rapport au régime, que nous sommes susceptibles de soutenir à différents degrés.

Les révolutionnaires basques que nous sommes luttent contre toute forme d'oppression, contre l'oppression nationale et contre l'exploitation capitaliste. C'est précisément pour cela que nous sommes partisans d'un État socialiste basque. La seule force qui nous y pousse, c'est la conviction pleine et entière qu'aucun autre moyen ne fournira la réponse correcte au problème de notre existence de travailleurs basques exploités en tant que classe, opprimés et divisés en tant que peuple.

GORA EUSKADI ASKATUTA!

GORA EUSKADI SOZIALISTA!

PROLÉTARIAT ET PEUPLES OPPRIMÉS DU MONDE ENTIER, UNISSONS-NOUS!

Commando « Txikia » de l'organisation ETA
(Euskadi Ta Askatasuna)

OPERATION OGRO

JULEN
AGIRRE

COMMENT ET POURQUOI
NOUS AVONS EXÉCUTÉ
CARRERO BLANCO
Premier ministre espagnol

Traduit de l'espagnol par Victoria Pueblos

SEUIL
27, rue Jacob, Paris VI*

CE LIVRE, PUBLIÉ DANS LA COLLECTION
« COMBATS »,
A ÉTÉ ÉDITÉ AVEC LA COLLABORATION DE
JEAN-BAPTISTE GRASSET.

*Titre original : Operación Ogro. Como y por qué
ejecutamos a Carrero Blanco.*

© 1974, Ediciones Mugalde, Hendaye.

© 1974, Éditions du Seuil, pour la traduction française.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Préface

Voici un document véritablement exceptionnel, que seules m'ont permis de recueillir mes relations de solidarité militante avec l'organisation révolutionnaire basque *ETA (Euskadi Ta Askatasuna*¹). Mon « contact » vint un jour me faire part d'une décision très concrète : la direction demandait au commando « Txikia », responsable de l'exécution de Carrero Blanco, de faire un livre, et elle avait pensé à moi comme rédacteur possible. Inutile de dire que j'étais enchanté et que j'acceptai.

Nous fixâmes un rendez-vous et, trois jours plus tard, un militant venait me chercher quelque part en Gipuzkoa² pour m'emmener, je crois, en Bizkaia; mais ce n'est là qu'une supposition, car j'aurais beau essayer, je serais incapable de rien dire à ce sujet : je perdis la notion de l'espace dès l'instant où je montai dans la voiture et où le camarade me fit savoir que, pour la sécurité de tous, il était nécessaire que je mette les lunettes noires qu'il me tendait, des lunettes opaques et très ajustées. Cahoté pendant plus d'une heure sur des chemins et des routes secondaires, aux côtés d'un chauffeur inconnu qui me parlait aimablement, j'avais l'impression d'être un étranger séquestré que l'on conduisait vers quelque refuge absolument sûr.

La nuit tombait quand nous arrivâmes et l'on sentait en effet qu'en cet endroit nous ne courions aucun danger. Dès que l'on me présenta au commando, je compris que la vie en commun allait être facile et sans problème, grâce à ce courant de sympathie mutuelle et de chaleur humaine qui rendait les choses si simples.

Nous passâmes huit longues journées et une bonne partie de nos nuits à enregistrer et à discuter; à la fin, je prenais moi aussi une part

1. *Euskadi et liberté*. Euskadi (ou encore Euskalherria, terme plus ancien) désigne l'ensemble du pays basque, nord et sud. (N.d.T.)

2. Nous avons conservé l'orthographe basque ou espagnole de tous les noms propres. (N.d.T.)